

Transformation écologique de l'économie

Notre économie de marché néolibérale, avec sa logique de croissance et de profit, cause de nombreux problèmes à l'environnement. Si nous voulons que le climat et les écosystèmes restent intacts, nous devons changer drastiquement notre manière de produire des marchandises. La Suisse doit renoncer aux combustibles fossiles et réduire son empreinte écologique à une seule planète au maximum. Dans sa forme actuelle, le marché n'est pas en mesure de réaliser cette transformation écologique. Les incitations sont utiles, mais elles ne suffiront pas à rendre la production mondiale durable dans le peu de temps restant. Il est nécessaire de mettre en place une politique industrielle active contribuant à développer et renforcer des chaînes de valeur ajoutée dans le domaine des technologies durables.

Une planification active et interrégionale est donc nécessaire pour briser le cercle vicieux qui mène à plus de mobilité, d'étalement urbain, de consommation d'énergie et d'émissions polluantes. En outre, dans l'intérêt d'une économie verte, les cycles de matières premières doivent être fermés (économie circulaire).

Sur le long terme, la conservation d'un environnement intact ne peut se faire qu'au moyen d'une restructuration fondamentale de l'économie. Dans un système basé sur la croissance, les progrès écologiques réalisés grâce à une augmentation de l'efficacité énergétique et une production moins polluante sont annulés par toujours plus de consommation. Notre législation doit donc être orientée vers l'autosuffisance et la résilience. De plus, nous avons besoin d'un contrôle démocratique de l'économie afin de découpler certaines parties de la logique de croissance et de profit. *System change not climate change !*

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- La démocratisation à long terme de certaines industries, services, biens ainsi que de toutes les ressources non renouvelables
- La promotion des technologies respectueuses de l'environnement dans la recherche ainsi que dans la production et la distribution
- Une taxe incitative sur les comportements nocifs pour l'environnement
- Que la Suisse s'engage pour des technologies de captage du CO₂ *low-tech* (boisement, chaulage, charbon végétal). Ces technologies ne peuvent pas être brevetées mais doivent rester des biens publics
- Des systèmes d'incitation tels que des taxes incitatives et des subventions pour réduire les besoins en énergie, espace et mobilité
- Des investissements publics dans des domaines qui sont importants pour la transition écologique mais qui ne sont pas exploités du fait de leur manque de rentabilité

- La fermeture de tous les cycles de ressources non renouvelables en augmentant massivement les taux de recyclage et la réutilisation
- Une préférence pour les matériaux présentant un meilleur bilan environnemental au niveau de leur emballage
- Un aménagement du territoire et une gestion du trafic efficaces afin de limiter le trafic motorisé à son niveau nécessaire. Cela peut se réaliser avec des équipements électriques
- La décarbonisation de l'économie
- Un fonds pour la transition écologique de notre société
- Une augmentation des possibilités de réparation et de la durée de vie des biens de consommation